

TIZI-OUZOU / APC DE MIZRANA

Bilan d'une commune convalescente

La nature et le volume des actions réalisées au cours de l'exercice 2006 par l'APC de Mizrana ne laissent aucun doute sur l'état de l'éternelle convalescence de la commune. Le bilan non chiffré rendu public, par voie d'affichage à travers les villages, est dominé par l'AEP et les travaux publics. En outre, successivement aux projets déjà achevés ou en cours de réalisation, les élus de Mizrana ont délibérément inséré les propositions de l'année 2007 qui seront soumises au comité technique de wilaya pour approbation budgétaire.

A l'instar de tous les autres bilans, les premières actions de l'exécutif concernant la remise de l'ordre dans l'administration et certains autres changements opérés dans le service de l'état civil. La réalisation en cours d'une antenne de mairie dans le village de Mazer et l'étude du lancement d'une autre à mi-distance des villages de Tibecharine et Tala Toghraï, prévue sur le budget sectoriel, sont également au menu. L'APC a fait état aussi de l'ouverture de la première bibliothèque municipale avec le concours de l'association "Un livre, une vie" activant dans la ville de Chenove, en France, qui l'a doté de 2 500 ouvrages traitant de tous les domaines.

Dans le secteur de l'hydraulique, l'APC a consenti des efforts en vue de créer de nouveaux réseaux, l'amélioration de ceux existants ainsi que la réalisation des réservoirs de stockage comme celui de Tala Mimoun, d'une capacité de 200 m³ et celui de 100 m³ au village Ait Iftène. Pour ce



qui est de réseaux de distribution et d'alimentation en eau potable, le bilan a fait état des réalisations à Tizi-n'Bouali, Iguer Guires ainsi qu'au hameau loualaïchène. Pour précision, ce dernier n'est pas encore alimenté en eau potable huit mois environ après son achèvement.

Il est fait mention du captage de sources naturelles avec conduite pour amener l'eau au village Tamazirt Ourabah et l'aménagement d'une autre à Azroubar et de la réhabilitation en cours du réseau existant AEP au chef-lieu de la commune et ce, en parallèle aux travaux d'aménagement urbain. Pour clore le chapitre, il est utile d'ajouter l'aménagement en perspective de trois autres sources au chef-lieu de la commune Aït-Saïd également. Le volet assainissement a touché uniquement les villages de Tamazirt Ourabah et Mazer. Par ailleurs, les programmes proposés au financement sectoriel portent sur la réhabilitation de la conduite d'ad-

duction du réservoir de 1 000 m³ vers Tala-Toghraï et Tibecharine, celle de Tamazirt Ourabah, haouch Ab-denour ainsi que la réalisation d'un réservoir avec conduite d'adduction vers les hameaux Tizi-Oussenane et loualaïchène.

Les projets d'assainissement, en revanche, concernent la réhabilitation d'un réseau vétuste dans le village Tizi-n'Bouali et la réalisation d'un autre au village de Tibecharine, sur 1 450 ml. Dans le secteur des travaux publics, les efforts de l'APC se sont concentrés sur l'aménagement en B. A. des pistes d'accès dans les villages d'Azroubar, Ibkhtaouène, Iguer Guires ainsi que l'aménagement d'une autre avec du sable (tout-venant) dans le village de Tibecharine. Et enfin, le revêtement des artères du chef-lieu sur un kilomètre.

Pour les programmes en cours, il est fait mention de l'aménagement et du revêtement d'une piste reliant le CW03 au centre de haouch Abdenour, sur 1 300 ml,

l'aménagement en B. A. de celle de Tamazirt Ourabah et, enfin, la réalisation de la route reliant le hameau M'hag, sur 1 400 ml au village Tizi-n'Bouali.

L'actuel exécutif a formulé, dans ses propositions au financement sectoriel, des projets ayant trait à la réhabilitation du chemin communal Aït Saïd (chef-lieu) au CW03 et à la RN72, du chemin intercommunal reliant le CW03 à la RN24 par le village Tikouache et l'aménagement d'une piste au centre du village de Mazer, entre autres. Les propositions se terminent par celle portant la réalisation du chemin Tamazirt Ourabah vers le hameau Arvedh en PCD.

Le bilan de la pauvre APC est clôturé par les menus travaux de régie qui concernent l'élargissement de certains ouvrages existants, l'intervention à travers les écoles (aucune précision sur la nature de ses interventions), la récupération et réaffectation des terrains pour utilité publique (pas de précision à ce sujet également), ainsi que le projet de construction d'un centre sportif de proximité au chef-lieu tout en omettant d'indiquer sa délocalisation du lieu dit la Crête.

Enfin, il est utile d'ajouter que l'exécutif local de Mizrana est entré dans une "guerre de sécession" depuis la fin du mois de Ramadhan dernier suite au divorce du numéro deux de l'exécutif. Ce dernier continue de s'opposer à toutes les démarches initiées par le P/APC mais sans rejoindre pour autant les membres de l'opposition formée par deux élus FFS et un autre du RND qui, disparates et loin de présenter une perspective de sortie de crise, "œuvrent au pourrissement" de la situation en vue de pousser le président vers la porte.

Et dans cette logique de guerre des clans, les intérêts des citoyens se trouvent sacrifiés de part et d'autre sur l'autel de l'ambition et de l'accession politiciennes.

Massiles Juba

A. M.

BLIDA

Agro-aide élit
ses membres
de la direction
et de l'administration

Les membres des organes de direction et d'administration de l'Association nationale pour l'entraide et le développement agricole (Agro-aide) ont été élus au cours d'une réunion du conseil de l'association qui s'est tenue jeudi à Blida. Après l'élection à main levée du président sortant M. Touhami Rachid, les membres de l'assemblée ont procédé à l'élection des membres du bureau proposés par le président de l'association et à la désignation des présidents des comités régionaux de cette même association. Cette élection intervient à la suite de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 21 décembre dernier et dont les travaux ont été consacrés à la lecture des bilans moral et financier, et des nouveaux amendements des statuts de l'association. Pour le président de l'association, Touhami Rachid, la priorité de son plan d'action "sera consacrée à l'identification des différents problèmes et contraintes auxquels sont confrontés les agriculteurs à travers l'ensemble du territoire national en vue d'y apporter des solutions qui ne peuvent venir, selon lui, que de la base". M. Touhami, qui a indiqué que son seul souci "est le développement de l'agriculture et la défense des droits des agriculteurs", a souligné que l'association "va œuvrer pour la stabilité du monde agricole, une aspiration qui ne peut se concrétiser, a-t-il dit, sans le règlement de l'épineux problème du foncier agricole". Créée en 1998, l'association Agro-aide a pour missions, la promotion, le développement ainsi que la modernisation de la production agricole locale dans ses différents aspects : la production, la commercialisation, le stockage, le conditionnement et la distribution. Elle contribue également au développement, à la mécanisation et à la professionnalisation du secteur agricole ainsi qu'à la défense des intérêts des agriculteurs. Parmi les autres missions assignées à cette association, il est cité la promotion, le soutien et l'entraide entre les exploitants agricoles, la dynamisation du marché des produits agricoles ainsi que la stimulation et le renforcement de la coopération et du partenariat entre les membres de la corporation et les organismes nationaux et étrangers.

APS

DISSENSIONS AU SEIN DE L'UGCAA

Des élections
pour résorber le conflit

A la suite du climat de discorde survenu au sein du bureau de la wilaya de Boumerdes de l'Union générale des commerçants et artisans (UGCAA), la Direction nationale de cette union a opté pour une solution qui tranchera quant à la représentativité réelle des uns et des autres, à savoir l'élection d'un nouveau bureau pour cette région.

Le scrutin est prévu, selon M. Saoudi, secrétaire général sortant du bureau de Boumerdes, ce mardi, probablement à la maison de la culture Rachid-Mimouni. Le conflit est né, rappelons-le, au sein de cette structure de wilaya, à la suite d'une réunion d'une partie du collectif du bureau de Boumerdes qui avait résolu de retirer sa confiance au secrétaire général de wilaya, Saoudi Mokhtar en l'occurrence.

Jugeant la démarche illégale et irrecevable, M. Souilah, secrétaire général de l'UGCAA, avait par conséquent rejeté la demande et suspendu également les 11 dissidents, membres du bureau de wilaya. Par la suite, le patron de l'organisation avait exigé une élection

pour remettre cette instance locale dans la légalité. Deux membres du bureau sortant, qui se sont tenus à l'écart lors de ce conflit, ont été désignés par M. Souilah pour superviser cette élection. Joint par téléphone, le secrétaire général de l'UGCAA nous a affirmé que seuls les bureaux communaux et les sections spécialisées de la wilaya, qui ont été installés avant que ne surgisse ce désaccord, auraient un droit de participation aux élections.

Pour ce faire, notre correspondant nous renvoie au PV dûment établis par l'ancien bureau de wilaya. C'est probablement une manière d'éviter des interférences lors du scrutin de ce mardi. Questionné sur le bilan de l'ancien secrétaire général de la wilaya de Boumerdes, M. Souilah nous a précisé : "Il avait travaillé dans des conditions très difficiles. N'oublions pas que son prédécesseur avait été assassiné par les terroristes. C'était courageux de sa part d'avoir repris la relève et ses efforts sont méritoires, cependant, la restauration est nécessaire."

Abachi L.

Les fils de chouhada menacent

Comme c'est le cas depuis quelques semaines, ce dernier week-end aura été mis à profit par des acteurs politiques, à Tizi-Ouzou, pour faire entendre leur voix, tel le veut la coutume au fur et à mesure qu'une échéance électorale se profile à l'horizon.

Azedine Maktour Tizi-Ouzou (Le Soir) - Jeudi donc, la salle du théâtre régional Kateb-Yacine a de nouveau fait le plein, cette fois, à l'appel de la Fédération des associations de fils de chouhada de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Ils sont venus des quatre coins de la wilaya entendre ce qui a vite pris l'allure d'un réquisitoire du président, Mustapha Oudiai, à l'encontre des pouvoirs publics, sans ambages, accusés d'être à l'origine de la "déchéance" des ayants droit des martyrs de la Révolution.

Avant de jeter la pierre aux pouvoirs publics, le président de la fédération a d'abord appelé ses pairs des autres associations, militant pour le même objectif, d'unir leurs forces et ainsi constituer ce qu'on pourrait assimiler à un lobby.

En tous les cas, avec ou sans "les autres", les enfants de chouhada de Tizi-

Ouzou entendent faire grand bruit dans les semaines qui viennent avec comme point d'orgue de leur programme d'action, un sit-in sous les balcons du chef du gouvernement, d'où, ont-ils promis, personne ne les en délogera avant d'avoir eu gain de cause, à savoir l'application de leurs exigences exprimées à travers une plateforme de revendications.

Les ayants droit de chouhada de Tizi-Ouzou sont sortis de leurs gonds pour exiger, entre autres, que leur soit octroyé un capital décès, le versement d'une compensation au préjudice moral subi, l'instauration d'un régime de retraite particulier avec comme montant équivalent à trois fois et demie le SNMG, et... la suppression du ministère des Moudjahidine.

Le même ministère qui, il y a tout juste un mois, a été accusé, à travers une déclaration rendue publique, de «reconnaître et de prendre en charge des milliers de faux moudjahidine avec la complicité de soi-disant responsables d'organisations nationales manipulés à des fins politiques».

La même déclaration dans laquelle la fédération avait été peu amène avec l'Etat «(qui) indemnise des gens de tous bords et rendant que d'autres accaparent des biens du peuple».